

N° 372

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1993-1994

Annexe au procès-verbal de la séance du 26 avril 1994.

PROPOSITION DE LOI

*tendant à assurer une participation équilibrée des femmes
et des hommes dans la vie publique,*

PRÉSENTÉE

Par Mmes Hélène LUC, Marie-Claude BEAUDEAU, M. Jean-Luc BÉCART, Mmes Danielle BIDARD-REYDET, Michelle DEMESSINE, Paulette FOST, Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, MM. Jean GARCIA, Charles LEDERMAN, Félix LEYZOUR, Louis MINETTI, Robert PAGÈS, Ivan RENAR, Robert VIZET et Henri BANGOU,

Sénateurs.

(Renvoyée à la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

La sous-représentation des femmes dans la vie politique de notre pays constitue un manque à gagner préjudiciable à la société dans son ensemble et un véritable déficit démocratique.

En effet, comme l'a souligné la Charte d'Athènes :

– les femmes représentent la moitié des talents et qualifications potentielles de l'humanité ;

– la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision est susceptible d'engendrer des idées, des valeurs et des comportements différents allant dans le sens d'un monde plus juste et équilibré, tant pour les femmes que pour les hommes ;

– la sous-représentation des femmes aux postes de décision ne permet pas de prendre pleinement en considération les intérêts et les besoins de l'ensemble de la population.

Alors qu'en France les femmes représentent 53 % du corps électoral, elles ne sont que 5,7 % des députés (36 sur 577, au même niveau qu'en 1945), 4,3 % des sénateurs (14 femmes sur 319), 5,3 % des maires, 4,8 % des conseillers généraux, 12,3 % des conseillers régionaux, 19,7 % des députés français au Parlement européen.

La situation est semblable tant au Gouvernement que dans les grands corps de l'Etat (par exemple au Conseil d'Etat : 10 % de femmes) ou dans les divers organismes nationaux.

S'il y a lieu de faire à peu près les mêmes constatations dans de nombreux pays, tant en Europe que dans le monde, il est à remarquer que la France figure parmi les pays les moins avancés.

Pourtant, en ce qui concerne notre pays, cela ne peut s'expliquer par l'absence des femmes dans les grands moments et mouvements qui ont marqué notre histoire. Au contraire, elles y tiennent une place importante et ont su faire preuve de détermination et de courage.

Elles ont, par leur action, fait évoluer leurs droits et, au-delà, la société tout entière. Leur participation active à la vie économique, sociale, associative, aux différentes consultations électorales, montre leur intérêt aux affaires publiques. Le décalage en est d'autant plus inadmissible.

Leur accession tardive au droit de vote, puisque les Françaises furent parmi les dernières à l'obtenir il y a cinquante ans sur une initiative des communistes, a sans doute eu une influence sur cette situation ; mais d'autres éléments contribuent à la perpétuer.

Parmi ceux-ci, il y a la vie des femmes elles-mêmes. Les inégalités dans le travail, face au chômage, à la précarité qu'aggrave la loi quinquennale, la dégradation des conditions de vie, la double journée pour celles qui ont une activité professionnelle, les problèmes d'accueil du petit enfant, l'angoisse pour l'avenir, sont autant d'obstacles. Patronat et Gouvernement leur refusent les moyens de concilier vie professionnelle et vie familiale. La crise de la société les frappe durement. Elles ressentent particulièrement la culpabilisation face aux problèmes, de l'échec scolaire à la délinquance ; la femme est souvent désignée comme responsable.

La volonté de maintenir les femmes dans un rôle second nourrit des mentalités rétrogrades qui perdurent. Aujourd'hui, le Gouvernement veut s'engager dans la mise en œuvre de mesures incitatrices au retour au foyer. Ainsi se perpétue une image dévalorisée de la femme : cantonnée au foyer ou objet sexuel.

Le système électoral, quant à lui, avec le scrutin majoritaire à deux tours qui privilégie les personnalités déjà connues et ayant un mandat, ne favorise pas l'émergence de candidatures nouvelles, donc de candidatures féminines.

Les partis politiques sont essentiels à la démocratie. Ce n'est pas leur existence qui freine la participation des femmes mais les choix et objectifs politiques qui peuvent être faits à l'intérieur de chacun d'eux.

Pour ce qui concerne le Parti communiste, dès 1925 il présentait des candidates alors que les femmes n'étaient ni électrices ni éligibles. Le pourcentage de ses élues est supérieur à la moyenne nationale et il est reconnu comme présentant le plus de candidatures féminines. Il considère qu'il a encore beaucoup d'efforts à faire et veut, par cette proposition de loi, participer aux avancées indispensables.

Il y a nécessité aujourd'hui de revaloriser la politique ; les femmes en ont souvent une image qui ne les engage pas à s'y investir. Elle leur apparaît comme affaire de spécialistes, éloignée de la vie quotidienne, des problèmes concrets qu'elles rencontrent chaque jour.

Si les actes sont contraires aux promesses, si les pratiques politiques se réduisent à un champ clos d'ambitions et de rivalités politiques, les femmes se refusent à de telles pratiques et sont évincées.

Il faut, aujourd'hui, repousser ces façons de faire qui éloignent le plus grand nombre, et particulièrement les femmes. Il s'agit de faire autrement en donnant à chacune et chacun les moyens d'intervenir, de participer, d'être écouté.

L'accession des femmes à une réelle citoyenneté politique s'inscrit tout naturellement dans le combat des femmes des générations actuelles comme de leurs aînées. C'est par l'action que les femmes ont obtenu le droit à l'éducation, au travail, à la maternité choisie, le droit de vote, et qu'elles font évoluer leurs droits. C'est en s'en mêlant qu'elles feront progresser leur participation à la vie politique, partie intégrante de leur accession à une réelle égalité et à une plus grande démocratie.

Les problèmes du temps, de la disponibilité d'esprit et des moyens sont aujourd'hui fortement posés pour avancer vers une participation plus équilibrée des femmes et des hommes dans les prises de décision, pour répondre aux aspirations des femmes d'être partie prenante, de dire leur mot.

C'est pourquoi en particulier les candidates et les élues doivent avoir droit à des autorisations d'absence spécifique prenant en compte leur situation de famille.

Il est évident qu'une loi ne peut suffire à lever tous les obstacles. En présentant cette proposition, les sénateurs communistes veulent mettre l'accent sur les moyens à prendre tout de suite pour progresser.

Leur mise en œuvre concerne notamment le Gouvernement et les partis politiques, qui doivent s'engager à faire ce qui est de leur responsabilité pour parvenir à une répartition équilibrée des femmes et des hommes dans les instances publiques et politiques.

Cela implique de créer les conditions pour que les partis politiques puissent présenter plus de candidates et que le Gouvernement prenne des mesures concrètes qui sont de son ressort.

La volonté de tous et toutes de faire évoluer cette situation doit être clairement affirmée. C'est pourquoi nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir adopter cette proposition de loi.

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

L'égal accès aux responsabilités et à la représentation des femmes et des hommes dans la vie publique est une contribution majeure à l'approfondissement de la démocratie et des progrès de la société dans son ensemble.

Art. 2.

L'instauration de la représentation proportionnelle à toutes les élections est une condition de la participation équilibrée des femmes et des hommes à la vie publique.

Art. 3.

Les employeurs sont tenus de laisser à leurs salariés candidats à toute élection le temps nécessaire pour participer à la campagne électorale dans la limite de trente jours ouvrables. Ces absences sont rémunérées.

Art. 4.

Les membres d'un conseil municipal, d'un conseil général, d'un conseil régional ou d'un conseil d'arrondissement ont droit sans que l'employeur ne puisse s'y opposer au nombre d'heures nécessaire au plein exercice de leur fonction.

Ils ont droit à un congé de formation de huit jours par an.

Les candidates et les élues bénéficient d'une autorisation d'absence spécifique d'un jour ouvrable par semaine si elles ont un ou plusieurs enfants mineurs.

Aucun licenciement, aucune sanction, ne peut avoir lieu à l'égard des salariés en raison des absences prévues par le présent article.

Le temps passé hors de l'entreprise ou de l'administration pendant les heures de travail est assimilé à une durée effective du travail pour du traitement et la détermination des droits de toute nature.

Art. 5.

Le contrat de travail d'un salarié membre d'une assemblée ou d'un conseil élu est, sur sa demande, suspendu jusqu'à l'expiration de son mandat.

Le salarié doit manifester son intention de reprendre son emploi en adressant à son employeur une lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard dans les deux mois qui suivent l'expiration de son mandat.

Il retrouve son précédent emploi, ou un emploi analogue assorti d'une rémunération équivalente. Il bénéficie de tous les avantages acquis par les salariés de sa catégorie durant l'exercice de son mandat. Il bénéficie en outre, en tant que de besoin, d'une réadaptation professionnelle en cas de changement de techniques ou de méthodes de travail.

Ces dispositions sont applicables aux agents non titulaires de l'Etat et aux personnels des collectivités locales, des établissements et entreprises publics, pour autant qu'ils ne bénéficient pas déjà de dispositions plus favorables.

Art. 6.

Le Gouvernement présente chaque année au Parlement un rapport permettant d'évaluer les efforts et progrès effectués pour aller vers la parité des femmes et des hommes dans les institutions, assemblées et lieux de décision publics et privés.

Ce rapport fait l'objet d'une campagne d'information.

Art. 7.

Pour les nominations au choix relevant de sa compétence, le Gouvernement veille à une répartition équilibrée entre les hommes et les femmes.

Art. 8.

De manière à encourager les efforts des partis en faveur de la parité des candidatures entre les femmes et les hommes, le nombre de candidatures féminines est rendu public dans le cadre de la campagne officielle pour chaque élection.

Art. 9.

Les dépenses résultant de l'application des articles précédents pour l'Etat sont compensées par la majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

Les dépenses résultant de l'application des articles précédents pour les collectivités territoriales sont compensées par la majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement. La perte de recettes en résultant pour l'Etat est compensée par la majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés.